

Question parlementaire

Parlementaire vraag

Numéro de la question : 55-2-000366

Parlementaire : HUGON Claire

Date de dépôt : 01/03/2021

Date fin de délai : 02/04/2021

Titre : Le traitement des fonctionnaires de police par la justice.

Dans son ouvrage de référence *Quels droits face à la police*, Mathieu Beys souligne que "beaucoup de victimes d'abus policiers éprouvent un fort sentiment d'impuissance face (...) à l'impunité de certains policiers" (p. 456). Face à un tel constat, il importe d'être en mesure d'objectiver les choses afin de pouvoir le cas échéant prendre des mesures correctives.

Dans son rapport annuel 2006, le Comité permanent P relevait que "les fonctionnaires de police semblent bel et bien bénéficier d'un régime pénal extrêmement favorable", en se référant notamment au pourcentage particulièrement élevé de suspensions du prononcé obtenues par les policiers en comparaison avec les autres justiciables (31,5 % versus 4,72 %). Le rapport parlait encore de "beaucoup de clémence à l'égard des policiers ayant commis une transgression" et de "politique de tolérance au niveau pénal à l'égard des moutons noirs de la police". Le Comité P pointe qu'"il est en effet établi que la décision d'accorder une suspension du prononcé (...) est en quelque sorte assimilée à une impunité totale dans tous les autres domaines et le fonctionnaire de police condamné continue donc à fonctionner dans la police sans faire de vagues". Selon la Ligue des droits humains (LDH), une circulaire COL 4/2003 du 20 mai 2003 prévoit que soit transmise à la ministre de l'Intérieur "copie à des fins administratives des jugements et arrêts passés en force de chose jugée relatifs aux crimes ou délits commis par tous les membres des services de police". Ceci ne semble pas respecté, j'interroge parallèlement votre collègue ministre de l'Intérieur à ce propos. Les autorités judiciaires ont également l'obligation de transmettre au Comité P copie des jugements et arrêts impliquant des policiers; or, il semble qu'en pratique il n'en reçoive qu'une faible partie.

Disposer de statistiques fiables est l'une des clés permettant de calculer le taux de poursuites et de condamnations de policiers poursuivis pour violences policières par rapport à la moyenne des justiciables. Or, il semble donc que les derniers chiffres datent de 2006, il y a 15 ans.

1. La COL 4/2003 est-elle toujours d'actualité? Disposez-vous de chiffres plus récents que ceux rapportés par le Comité P en 2006 quant au traitement par la justice des fonctionnaires de police? Les constats de ce rapport annuel sont-ils toujours d'actualité? Quel est le nombre de plaintes pénales déposées pour violences policières depuis cinq ans, et quel traitement leur est réservé par la justice? Ces



**TEAM
JUSTICE**

**PLUS RAPIDE
PLUS HUMAINE
PLUS FERME**

chiffres sont-ils analysés par votre cabinet ou votre administration et mis en relation avec le traitement des autres justiciables?

2. Des démarches auprès des autorités judiciaires sont-elles envisagées afin que les obligations de transmission des jugements et arrêts concernant des policiers vers le Comité P et la ministre de l'Intérieur soient effectivement remplies et que des statistiques puissent être produites?



Question n° 55-2-000366 de madame la députée Claire HUGON du 01/03/2021 au Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et de la Mer du Nord.

Vraag nr. 55-2-000366 van mevrouw de volksvertegenwoordiger Claire HUGON van 01/03/2021 aan de Vice-eersteminister en minister van Justitie en Noordzee.

1) La COL 4/2003 telle que révisée le 24 mai 2018 est toujours d'actualité mais en cours de révision. Le 4 avril 2019, le Collège des procureurs généraux a rencontré un représentant de l'AIG (Inspection générale de la police fédérale et de la police locale) pour qu'une copie des décisions finales prises par les juridictions d'instruction et les juridictions de fond à charge de policiers soit communiquée à ce service. Un groupe de travail a été constitué. Suite à la publication du rapport annuel 2019 du Conseil de discipline, l'AIG a toutefois encore demandé en juin 2020 qu'il soit fait en sorte que l'issue de l'action disciplinaire ne soit pas retardée pendant un temps anormalement long lorsqu'une procédure pénale est en cours. Le Collège des procureurs généraux a, à nouveau, rencontré à ce sujet le représentant de l'AIG qui lui a remis à cette occasion une note « Pistes de réflexions relatives au projet de révision de la COL 4/2003 ». En janvier 2021, le groupe de travail a cette fois intégré dans sa réflexion le rapport sur l'enquête particulière déposé par le Conseil Supérieur de la Justice sur l'affaire CHOVANEC et le rapport du Comité P sur le flux d'informations dans le cadre de l'arrestation de cette personne. Compte tenu de la multiplicité des aspects à considérer désormais, l'Inspecteur général de l'AIG a rejoint le groupe de travail qui poursuit actuellement ses travaux.

1) COL 4/2003, zoals herzien op 24 mei 2018, is nog steeds actueel, maar wordt thans opnieuw herzien. Op 4 april 2019 heeft het College van procureurs-generaal een vertegenwoordiger van de AIG (Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie) ontmoet, met het verzoek om een afschrift van de eindbeslissingen van de onderzoeksgerechten en van de feitenrechters ten aanzien van politieambtenaren over te zenden aan de laatstgenoemde dienst. Daarop werd een werkgroep opgericht. Naar aanleiding van de publicatie van het jaarverslag van de Tuchtraad van 2019, heeft de AIG in juni 2020 evenwel nogmaals gevraagd om ervoor te zorgen dat de afloop van de tuchtvordering niet abnormaal lang zou worden vertraagd wanneer er een strafrechtelijke procedure loopt. Het College van procureurs-generaal heeft in dat verband opnieuw de vertegenwoordiger van de AIG ontmoet, die bij die gelegenheid een nota over de denksporen voor de herziening van COL 4/2003 heeft overhandigd aan het College. In januari 2021 heeft de werkgroep dan het verslag van het bijzonder onderzoek betreffende de zaak-Chovanec dat door de Hoge Raad voor de Justitie werd ingediend en het verslag van het Comité P over de informatiestromen in het kader van de aanhouding van de heer Chovanec, meegenomen in zijn denkoefening. Rekening houdend met de veelheid aan aspecten die thans in overweging moeten worden genomen, heeft de inspecteur-generaal van de AIG de werkgroep

vervoegd en de werkgroep zet momenteel zijn werkzaamheden voort.

Le ministère public ne dispose pas de statistiques fiables relativement aux plaintes pénales déposées pour violences policières pour les cinq dernières années. La disponibilité de telles données suppose en effet de pouvoir procéder à une extraction fondée sur la qualité de policier en tant qu'auteur. Une telle possibilité implique que la variable dédiée à l'enregistrement de la profession du prévenu ait été systématiquement complétée et que, lorsqu'elle l'a été, qu'elle l'ait été correctement (à l'exclusion de faute d'orthographe, ...) et ce qui plus est dans les deux langues. Des lacunes d'encodage existent quant à ce tant au niveau de la police que des parquets.

Het openbaar ministerie beschikt niet over betrouwbare statistieken met betrekking tot de strafklachten wegens politiegeweld die de voorbije vijf jaar werden ingediend. De beschikbaarheid van dergelijke gegevens onderstelt immers dat gegevens kunnen worden geëxtraheerd op grond van de hoedanigheid van politieambtenaar van de dader. Daarvoor moet de variabele voor de registratie van het beroep van de beklaagde op systematische wijze ingevuld zijn geweest en, in voorkomend geval, ook correct ingevuld zijn geweest (zonder spelfouten ...), zulks bovendien in de twee talen. Zowel op het niveau van de politie als op het niveau van de parketten zijn er echter leemten in de registraties.

Concernant la disponibilité des données en matière de condamnations pour violences policières, tout comme c'est le cas pour les statistiques du ministère public, il n'est pas possible d'identifier les condamnations en fonction de la profession des condamnés, en l'occurrence « policier ». En outre, même si cela était possible, il faudrait pouvoir déterminer que l'infraction eut été commise par un policier dans l'exercice de ses fonctions, et non à titre privé.

Wat de beschikbaarheid van gegevens over de veroordelingen wegens politiegeweld betreft, is het, net als voor de statistieken van het openbaar ministerie, niet mogelijk om de veroordelingen te identificeren op grond van het beroep van de veroordeelden, in casu 'politieambtenaar'. Zelfs als dat zou kunnen, zou ook nog moeten kunnen worden bepaald of het misdrijf werd gepleegd door een politieambtenaar in functie en niet door een politieambtenaar als privépersoon.

Par contre, la nomenclature des infractions du casier judiciaire distingue des circonstances aggravantes relatives aux infractions commises alors que l'auteur était un fonctionnaire ou un officier public chargé de prévenir, de constater, de poursuivre ou de réprimer cette infraction, et la circonstance aggravante similaire spécifique lorsqu'il s'agit de violence sans motif légitime (art. 257 du Code Pénal).

De nomenclatuur van de misdrijven van het strafregister onderscheidt echter wel verzwarende omstandigheden voor misdrijven gepleegd terwijl de dader een ambtenaar of openbaar officier was die gelast was het misdrijf in kwestie te voorkomen, vast te stellen, te vervolgen of te straffen, en de specifieke soortgelijke verzwarende omstandigheid in geval van geweld zonder wettige reden (art. 257 van het Strafwetboek).

Comme « violences policières » ont été retenus la privation de liberté illégale et arbitraire et les crimes et délits intentionnels contre l'intégrité physique (mentionnés au Code Pénal) lorsque une de ces circonstances aggravantes a été retenue, ainsi que les violences sans motif légitime (art. 257 CP).

Dans le tableau en annexe, sont présentés les chiffres disponibles pour les différentes infractions ainsi que le nombre de condamnations distinctes, certaines condamnations portant sur plusieurs infractions différentes. A noter que des condamnations où la circonstance aggravante n'aurait, le cas échéant, pas été retenue ne sont pas reprises dans ces chiffres.

Vu les délais de procédure, de transmission et d'enregistrement des condamnations au casier judiciaire, les chiffres relatifs à 2020 ne sont pas disponibles.

En ce qui concerne les suspensions du prononcé, il n'y en a eu que 5 en 2016 et 4 en 2017, toutes pour coups et blessures volontaires (avec la circonstance aggravante que l'auteur était fonctionnaire ou officier public...).

Toutefois la contrainte de ne pouvoir retenir par définition que les infractions avec circonstance aggravante, est de nature à limiter le nombre constaté de suspensions du prononcé.

Als 'politiegeweld' werden de wederrechtelijke en willekeurige vrijheidsberoving en de (in het Strafwetboek vermelde) opzettelijke misdaden en wanbedrijven tegen de fysieke integriteit in combinatie met een van de bedoelde verzwarende omstandigheden, en geweld zonder wettige reden (art. 257 van het Strafwetboek), in aanmerking genomen.

In de bijgaande tabel zijn de cijfers weergegeven die beschikbaar zijn voor de verschillende misdrijven, evenals het aantal onderscheiden veroordelingen, waarbij rekening dient te worden gehouden met het gegeven dat bepaalde veroordelingen meerdere verschillende misdrijven betreffen. Er dient te worden opgemerkt dat de veroordelingen waarbij in voorkomend geval de verzwarende omstandigheid niet in aanmerking werd genomen, niet zijn opgenomen in de cijfers.

Gelet op de proceduretermijnen, de verzendingstermijnen en de termijnen voor de registratie van de veroordelingen in het strafregister, zijn de cijfers voor 2020 nog niet beschikbaar.

Er zijn slechts negen opschortingen van de uitspraak geweest: vijf in 2016 en vier in 2017, alle voor opzettelijke slagen en verwondingen (met de verzwarende omstandigheid dat de dader een ambtenaar of openbaar officier ... was).

Het gegeven dat per definitie enkel de misdrijven met verzwarende omstandigheid in aanmerking kunnen worden genomen, beperkt uiteraard het vastgestelde aantal opschortingen van de uitspraak.

On peut raisonnablement supposer que la juridiction qui octroierait la suspension du prononcé pour des faits de violences aurait tendance à ne pas retenir la circonstance aggravante qui entraîne l'aggravation de la peine.

2) Il vous est signalé que l'obligation de transmission des jugements et arrêts concernant des policiers vers le Comité P et la ministre de l'Intérieur découlent notamment des articles 1380 al. 2 du Code judiciaire, 14 et 38 de la Loi organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace du 18 juillet 1991, ... Ces dispositions ont été traduites dans la COL 8/2014 révisée pour la dernière fois le 9 janvier 2020 dont les termes, à la connaissance du Collège des procureurs généraux, sont parfaitement respectés.

Er kan redelijkerwijs worden aangenomen dat het rechtscollege dat de opschorting van de uitspraak voor feiten van geweld toekent, waarschijnlijk geneigd is om de verzwarende omstandigheid die tot de verzwaring van de straf leidt niet in aanmerking te nemen.

2) Er dient te worden opgemerkt dat de verplichting om vonnissen en arresten met betrekking tot politieagenten over te zenden aan het Comité P en de minister van Binnenlandse Zaken onder andere voortvloeit uit artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek en de artikelen 14 en 38 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. Die bepalingen werden vertaald in COL 8/2014, die voor het laatst werd herzien op 9 januari 2020 en waarvan de voorschriften, naar weten van het College van procureurs-generaal, volkomen in acht worden genomen.



V. VAN QUICKENBORNE

Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et de la Mer du Nord
Vice-eersteminister en minister van Justitie en Noordzee

Bijlage(n)/annexe(s) : 1